



Cahier des clauses techniques particulières

Marché n° ARSBRETAGNE-SSE-2025-1

Marché relatif à la réalisation de diagnostics techniques de
balnéothérapies en Bretagne

Ce marché est passé selon la **procédure adaptée** conformément aux dispositions de l'article L2123-1 de l'ordonnance 2018-1074 et de l'article R2123-1 du décret 2018-1075 relatif à la commande publique.

Le présent cahier comporte 12 pages numérotées de 1 à 12.

SOMMAIRE

1.	CONTEXTE ET OBJET DU MARCHE	3
1.1	Présentation de l'Agence régionale de santé Bretagne	3
1.2	Le contrôle des piscines accueillant du public : contexte des balnéothérapies.....	3
2.	CONTENU DU DIAGNOSTIC	4
2.1	Socle de base : diagnostic « eau »	4
2.1.1	Le groupe de filtration	4
2.1.2	Le traitement de désinfection, correction pH et mise à l'équilibre	5
2.1.3	Le bassin de soin et le circuit hydraulique.....	5
2.1.4	Installations sanitaires.....	5
2.1.5	Exploitation des installations	5
2.1.6	Hygiène, entretien et autosurveillance	5
2.2	Complément : diagnostic « air »	6
3.	SPECIFICATIONS GENERALES, LIVRABLES ET RESTITUTION	6
3.1	Volume de prestations.....	6
3.2	Méthodologie et gestion de projet	6
3.2.1	Méthodologie générale	6
3.2.2	Réunions et suivi du projet.....	7
3.3	Documentation et information fournies par l'ARS	7
3.4	Livrables attendus.....	7
3.4.1	Rapport individuel de diagnostic.....	7
3.4.2	Rapport de synthèse de la mission.....	8
3.5	Délais de réalisation de la mission	9
3.6	Interlocuteur du projet	9
3.7	Obligations du titulaire du marché.....	9
Annexe 1 : liste et localisation géographique des balnéothérapies éligibles au diagnostic		10
Annexe 2 : cadre de réponse technique		11
1.	Références techniques	11
2.	Coordination et gestion de projet	11
3.	Méthodologie de réalisation et contenu des diagnostics techniques	11
Annexe 3 : démarche de développement durable pour l'exécution du marché.....		12

CONTEXTE ET OBJET DU MARCHE

1.1 Présentation de l'Agence régionale de santé Bretagne

Établissement public doté de l'autonomie administrative et financière, l'Agence régionale de santé Bretagne (ARS) met en œuvre la politique régionale de santé afin de rendre le système de santé plus efficace en coordination avec ses partenaires et en tenant compte des spécificités régionales de la population. Dans ce cadre, l'ARS assure des missions :

- de régulation de l'offre de santé portant sur les secteurs ambulatoire, médico-social et hospitalier ;
- de pilotage de la santé publique en région avec 3 champs d'intervention :
 - la veille et la sécurité sanitaires ainsi que l'observation de l'état de santé de la population ;
 - la définition, le financement et l'évaluation des actions de prévention et de promotion de la santé ;
 - l'anticipation, la préparation et la gestion des crises sanitaires, en liaison avec le Préfet.

Dans le secteur de la santé environnementale, son champ de compétences comprend :

- les eaux et aliments : qualité de l'eau d'alimentation humaine, qualité des eaux de baignade, des piscines accueillant du public et des sites de pêche à pied récréative, protection de la ressource hydrique ;
- l'environnement intérieur : qualité de l'air intérieur, lutte contre l'habitat indigne ;
- l'environnement extérieur : nuisances sonores, qualité de l'air extérieur, déchets d'activités de soins, impact sur la santé des activités humaines.

1.2 Le contrôle des piscines accueillant du public : contexte des balnéothérapies

Depuis le 1^{er} janvier 2022, un nouveau cadre réglementaire (décret et arrêtés du 26 mai 2021) s'applique aux piscines accueillant du public, révisant et consolidant la réglementation nationale qui était en vigueur depuis près de 40 ans. Depuis cette date, les établissements de balnéothérapie libérale sont intégrés dans le champ d'application de la réglementation sanitaire alors qu'ils ne l'étaient pas auparavant et sont donc contrôlés par l'Agence régionale de santé. Les balnéothérapies libérales sont pour la majorité de petites structures avec en général un (petit) bassin de soins, pas de bac tampon et une filière de traitement de l'eau classique (filtration sable et désinfection à l'hypochlorite de sodium).

Les résultats du contrôle acquis ces 3 dernières années montrent une grande difficulté des gestionnaires de balnéothérapie libérale à garantir une qualité d'eau respectant les normes sanitaires. Pour l'ensemble des paramètres du contrôle, les balnéothérapies libérales présentent un taux de conformité nettement inférieur à la moyenne régionale calculée sur l'ensemble des autres établissements de bain contrôlés en Bretagne.

- Concernant les paramètres bactériologiques, le taux de conformité régional est de 87%. Il varie de 50% à 100% selon les établissements. 36% des balnéothérapies ont un taux de conformité inférieur à 85%.
- Concernant les paramètres physico-chimiques (chlore désinfectant, chlore combiné, pH, stabilisant, trihalométhanes) : le taux de conformité régional est de 35%. Il varie de 8% à 100% selon les établissements. 55% des balnéothérapies libérales ont un taux de conformité inférieur à 75%.

Avec cette catégorie de piscines, l'ARS est donc confrontée à une problématique de qualité d'eau quasi-généralisée qui n'est pas en adéquation avec les exigences sanitaires attendues, a fortiori pour des établissements de santé.

Par ailleurs, sur les 5 dernières années en Bretagne, près de 30 établissements ont arrêté leur activité de balnéothérapie en cabinet occasionnant une diminution importante de l'offre de soin de balnéothérapie dans certains territoires. Plusieurs établissements ont fait valoir auprès de l'ARS des difficultés à supporter les charges directement ou indirectement liées à la gestion sanitaire des bassins (consommations d'eau et d'énergie, frais de contrôle, etc.) et des capacités d'investissement limitées.

Aussi, depuis près de 2 ans, l'Agence régionale de santé Bretagne pilote un plan d'accompagnement des cabinets de balnéothérapie libérale exerçant dans la région, en collaboration étroite avec le Conseil Régional de l'Ordre des Masseurs Kinésithérapeutes et l'Union Régionale des Professionnels de Santé Kiné avec le double objectif de maintenir une offre de soins sur son territoire et d'améliorer la qualité sanitaire de l'eau des bassins.

Les visites d'établissements par l'ARS, les échanges avec les balnéothérapeutes et leurs représentants professionnels ont permis de constater un défaut général de maîtrise technique du traitement de l'eau et de l'exploitation des installations mais également de l'autosurveillance quotidienne de la qualité de l'eau des bassins. Pour un certain nombre de cabinets, ces lacunes techniques peuvent aussi être associées à une problématique structurelle et des installations mal adaptées (traitement et recirculation de l'eau mal dimensionnés ; absence de régulation automatique de l'injection des réactifs, non-respect du principe de cheminement « marche en avant », etc.).

Ce diagnostic général n'est cependant pas suffisant pour avancer sur des scénarios d'amélioration de l'hygiène et de la qualité sanitaire de l'eau des bassins, adaptés spécifiquement à chacun des établissements.

C'est pourquoi, l'ARS souhaite confier à une société spécialisée, une prestation de diagnostic individuel plus approfondi des établissements jugés les plus critiques dans la région, pour identifier plus précisément les principaux leviers de progrès et les conséquences en termes de travaux et mesures correctives, intégrant également une approche financière.

Le présent cahier des charges fixe le contenu et les exigences attendus par l'ARS pour la réalisation de ces diagnostics.

2. CONTENU DU DIAGNOSTIC

2.1 Socle de base : diagnostic « eau »

Le diagnostic portera sur :

- le groupe de filtration ;
- le traitement de désinfection, correction pH et mise à l'équilibre ;
- le bassin de soin et le circuit hydraulique ;
- les installations sanitaires ;
- l'exploitation des installations de traitement de l'eau ;
- les protocoles relatifs à l'autosurveillance de l'eau des bassins et l'entretien du bassin, des sols et surfaces.

Ce socle de base « eau » fait l'objet d'une ligne forfaitaire dans le bordereau de prix.

2.1.1 Le groupe de filtration

Sur ce volet, l'objectif est d'analyser l'état général du groupe de filtration, son dimensionnement et d'évaluer sa capacité à remplir les objectifs attendus pour cette étape du traitement de l'eau.

Le prestataire réalisera le diagnostic du groupe de filtration en lien avec les objectifs réglementaires (temps de recyclage), les références techniques, voire normatives (vitesse de filtration) et les caractéristiques du réseau hydraulique (intégration des pertes de charge).

Seront notamment étudiés le débit de filtration, la vitesse de passage dans le(s) filtre(s), la fonctionnalité des manomètres, l'état du dispositif/média filtrant, l'état des pompes de filtration.

2.1.2 Le traitement de désinfection, correction pH et mise à l'équilibre

Sur ce volet, l'objectif est de vérifier l'efficacité du traitement de désinfection, correction et mise à l'équilibre de l'eau.

Le prestataire étudiera les points/lieux d'injection des réactifs (désinfectant, correcteur de pH, correcteur de TAC, coagulant-floculant), la conformité réglementaire des produits de traitement utilisés, les modalités d'injection des réactifs (régulation automatique ou ajustement manuel).

En cas d'utilisation d'un traitement tertiaire de déchloration, le prestataire vérifiera l'agrément du dispositif installé et sa bonne installation sur la chaîne de traitement de l'eau.

2.1.3 Le bassin de soin et le circuit hydraulique

Le prestataire déterminera l'état général du bassin (structure, revêtement, pièces à sceller, ...) et un diagnostic du fonctionnement hydraulique général (conformité de la reprise de surface, état et dimensionnement des buses de refoulement-aspiration, skimmers, homogénéité de la masse d'eau).

Le prestataire analysera également les conditions de protection du réseau d'adduction publique contre les retours d'eau (bac tampon / disconnecteur à zone de pression réduite) et les équipements utilisés pour aider aux opérations de maintenance ou renouvellement d'eau (compteurs d'alimentation, débitmètres, compteurs de recirculation).

2.1.4 Installations sanitaires

Le prestataire réalisera un état des lieux des installations sanitaires existantes dans les locaux, en particulier celles mises à disposition de la clientèle (WC, douches, lavabos, pédiluves, vestiaires). Le prestataire analysera également la cohérence de l'agencement des locaux et des installations sanitaires vis-à-vis du parcours logique du baigneur.

2.1.5 Exploitation des installations

Le prestataire étudiera les conditions d'exploitation, de maintenance et d'entretien des installations de traitement de l'eau et la gestion du renouvellement de l'eau. Sur ce volet, est notamment attendue une analyse des pratiques de l'établissement sur les points suivants :

- opérations de lavage des filtres (cadence, mode opératoire) ;
- gestion du média filtrant (remplacement, rechargement, désinfection périodique) ;
- maintenance et entretien des analyseurs (sondes-électrodes-pompes doseuses-cannes d'injection) ;
- maintenance et entretien du dispositif de déchloration UV ;
- renouvellement d'eau (apports d'eau neuve et vidange annuelle) et gestion du niveau d'eau du bassin.

2.1.6 Hygiène, entretien et autosurveillance

Sur ce volet, l'objectif est d'analyser la mise en œuvre et la bonne compréhension par le responsable de l'établissement (ou le référent préposé à ces opérations) de l'autosurveillance de l'eau du(des) bassin(s) et des mesures correctives en fonction des anomalies de qualité d'eau auquel l'établissement peut être confronté. Est notamment attendue l'analyse des points suivants :

- autosurveillance : matériel utilisé, fréquence et complétude des paramètres, compréhension technique des mesures, organisation interne des responsabilités (notamment en période d'absence du référent désigné dans le cabinet s'il en est un) ;
- adéquation des mesures correctives mises en œuvre selon les anomalies des paramètres de qualité d'eau rencontrées, à l'appui des procédures formalisées par l'établissement et des échanges avec le(s) balnéothérapeute(s).

Le prestataire analysera également les procédures d'entretien-nettoyage du bassin, des plages, sols et surfaces des locaux, appliquées par l'établissement (matériel, produits, protocole).

2.2 Complément : diagnostic « air »

Plusieurs sous-produits de désinfection générés dans l'eau du(des) bassin(s) (chloramines, trihalométhanes en particulier) sont susceptibles de se volatiliser dans l'air intérieur de la halle bassin, pouvant occasionner des risques sanitaires à court ou long terme, en premier lieu pour les balnéothérapeutes. Les conditions de ventilation et déshumidification sont également importantes pour le confort de la patientèle.

Le diagnostic « air » ne fait pas partie de la prestation du socle de base mais peut s'avérer utile et complémentaire au diagnostic « eau ». Aussi, le prestataire pourra se voir confier une prestation de diagnostic complémentaire du système de traitement de l'air existant dans l'établissement, visant à évaluer les conditions de ventilation, renouvellement d'air, déshumidification et chauffage de la halle bassin. Sur ce volet, le prestataire pourra proposer les critères/éléments d'évaluation additionnels qu'il jugerait utile et/ou nécessaire pour compléter le diagnostic.

La réalisation du diagnostic « air » sera nécessairement liée à la réalisation du diagnostic « eau ».

Au démarrage du marché, l'ARS Bretagne décidera du type de diagnostic (eau ou eau+air) qui sera confié au candidat retenu. La décision sera applicable à l'ensemble des établissements à diagnostiquer dans le cadre du marché (aucun diagnostic « air » isolé ne sera demandé au prestataire).

Le diagnostic « eau + air » fait l'objet d'une ligne forfaitaire distincte dans le bordereau de prix.

3. SPECIFICATIONS GENERALES, LIVRABLES ET RESTITUTION

3.1 Volume de prestations

Au démarrage de la consultation, le nombre d'établissements à diagnostiquer n'est pas établi de façon définitive.

Le gisement initial d'établissements à diagnostiquer, présélectionné à l'appui d'une confirmation d'accord des établissements de balnéothérapie concernés est évalué à une vingtaine d'établissements. Ce gisement pourra être affiné au démarrage puis pendant l'exécution du marché en fonction :

- du coût unitaire des diagnostics « eau » et « eau + air » établis par le prestataire dans son offre ;
- de l'enveloppe financière actuellement provisionnée par l'ARS et de la disponibilité éventuelle d'un complément de budget alloué au 1^{er} semestre 2026 ;
- d'éventuels candidats supplémentaires volontaires à bénéficier d'un diagnostic.

Le gisement potentiel d'établissements à diagnostiquer est réparti comme suit.

Département	Côtes d'Armor	Finistère	Ille-et-Vilaine	Morbihan
Nombre	2	4	4	11

La répartition géographique par commune est précisée en annexe 1 du CCTP.

3.2 Méthodologie et gestion de projet

3.2.1 Méthodologie générale

Le prestataire présentera dans son offre l'organisation et la méthodologie qu'il propose de déployer pour réaliser les diagnostics individuels : construction de la grille de diagnostic, conduite du diagnostic, association des balnéothérapeutes, séquençage des prestations, restitution aux balnéothérapies et au comité de pilotage du projet.

Le prestataire indiquera dans son offre le temps (nombre de jours) qui sera consacré à la réalisation des diagnostics individuels en détaillant autant que possible les différentes étapes du diagnostic (préparation,

visite sur site, restitution). Le prestataire précisera également le temps consacré au diagnostic concernant le socle de base et celui concernant le diagnostic « air ».

Chaque diagnostic individuel fera nécessairement l'objet d'une restitution auprès de l'établissement, dont le format pourra être convenu à la carte avec chacun des établissements concernés au démarrage du diagnostic (restitution sur site, restitution téléphonique ou par visioconférence).

A des fins d'autoformation professionnelle de ses équipes notamment, l'ARS Bretagne pourra demander à accompagner ponctuellement le prestataire lors des diagnostics sur site.

3.2.2 Réunions et suivi du projet

Le prestataire prévoit dans son offre de participer aux réunions ci-dessous.

- Réunion n° 1 : réunion de démarrage du marché pour une lecture commune du cahier des charges, présentation mutuelle des équipes du prestataire et de l'ARS, présentation de la méthodologie de projet du prestataire et du calendrier d'exécution des diagnostics, échanges sur les documents-informations à transmettre au prestataire par l'ARS. Cette réunion sera nécessairement organisée en présentiel.
- Réunion n° 2 : webinaire de présentation du projet aux balnéothérapeutes sélectionnés pour les diagnostics individuels. Son objectif sera de présenter, dans un format court (1h), les grandes lignes de la méthode et du calendrier de projet fixés lors de la réunion n°1. Cette réunion sera nécessairement organisée en distanciel, à un horaire facilitant la disponibilité des balnéothérapeutes. Le prestataire devra prévoir la possibilité d'un visionnage en replay du webinaire.
- Réunion n° 3 : réunion à mi-parcours du projet, laquelle permettra d'avoir un premier retour général sur le déroulement des diagnostics, les premiers constats et tendances identifiés. Une restitution individuelle synthétique des diagnostics réalisés pourra également être programmée. Cette réunion sera organisée en présentiel ou distanciel avec les membres du comité de pilotage.
- Réunion n° 4 : réunion de restitution générale du projet auprès du comité de pilotage, lequel sera constitué de représentants de l'ARS Bretagne et de l'Ordre des Masseurs-Kinésithérapeutes de Bretagne. Cette réunion sera nécessairement organisée en présentiel.

En tant que de besoin, l'ARS et le prestataire pourront solliciter des temps d'échanges intermédiaires, notamment au démarrage du marché pour recueillir les connaissances et informations de chaque délégation départementale sur les établissements à diagnostiquer. Dans ce cas, le format distanciel sera privilégié.

Le titulaire aura la charge d'organiser chacune des réunions précitées et d'en rédiger un compte-rendu synthétique.

Les réunions en présentiel seront organisées dans les locaux de l'ARS Bretagne et pourront se tenir sur Rennes ou Vannes, au choix de l'ARS.

3.3 Documentation et information fournies par l'ARS

Au démarrage du marché, l'ARS fournira les coordonnées et contacts de chacun des établissements à diagnostiquer ainsi que l'ensemble des résultats du contrôle sanitaire acquis depuis le 1^{er} janvier 2022.

Toute information contextuelle utile à disposition de l'ARS sera également communiquée au prestataire.

3.4 Livrables attendus

3.4.1 Rapport individuel de diagnostic

Chaque diagnostic individuel fera l'objet d'un rapport de synthèse établi par le prestataire. Ce rapport comprendra :

- les éléments du diagnostic établi par le prestataire, concernant le diagnostic « eau » et, le cas échéant, le diagnostic « air » ;
- une liste des solutions proposées par le prestataire pour améliorer durablement la qualité sanitaire de l'eau des bassins et le cas échéant l'hygiène générale de l'établissement et l'atmosphère de la halle bassin. Sur ce volet, il est attendu que le prestataire identifie :
 - les mesures correctives liées à une amélioration des conditions d'exploitation et de maintenance des installations ;
 - les mesures correctives liées à une amélioration des modalités d'autosurveillance de la qualité de l'eau et de l'entretien du bassin, des sols et surfaces ;
 - les mesures correctives liées à des travaux d'ordre structurel tels que :
 - le remplacement-rénovation du groupe de filtration (filtres et/ou pompes) ;
 - la rénovation du bassin (revêtement) et du réseau hydraulique associé (aspiration-refoulement, bac tampon, disconnexion du réseau d'adduction publique, etc.) ;
 - l'installation-remplacement d'une régulation automatique du traitement de désinfection ;
 - la création-aménagement d'installations sanitaires manquantes ;
 - l'installation de traitements complémentaires (déchloration UV, filtration sur charbon actif, dispositifs de strippage, etc.) ;
 - l'installation d'équipements manquants (compteurs d'eau, compteurs de recirculation, manomètres, etc.) ;
 - la rénovation du système de traitement de l'air de la halle bassin.

Les mesures correctives liées à des travaux feront l'objet d'une évaluation financière de type avant-projet, de sorte que l'établissement ait une bonne visibilité du budget moyen pouvant être affecté à chaque poste de travaux. Cette évaluation financière doit également pouvoir guider la réalisation d'un chiffrage plus précis des travaux par un tiers opérateur intervenant postérieurement au diagnostic réalisé par le prestataire dans le cadre de la mission confiée par l'ARS.

Le cas échéant, les mesures correctives liées à des opérations de maintenance et autosurveillance incontournables seront également évaluées.

L'ARS attend une analyse critique du prestataire au regard de son expérience et de la spécificité contextuelle des balnéothérapies indiquée à l'article 1.2. Ainsi, le prestataire réalisera une hiérarchisation des solutions proposées sur la base d'une analyse coût-bénéfice vis-à-vis de l'objectif d'amélioration de la qualité de l'eau.

Le prestataire pourra aussi assortir son rapport d'éléments d'analyse complémentaires (références de retour sur investissement, conseils d'optimisation des consommations d'eau et d'énergie, etc.) s'il l'estime possible et judicieux, sans toutefois que cela ne vienne surenchérir le coût forfaitaire du diagnostic individuel.

Le prestataire commentera dans son offre sa compréhension du livrable attendu et indiquera aussi, sans équivoque, ce qui pourra y figurer et ce qu'il n'est pas prévu d'y figurer.

Chaque livrable sera restitué individuellement à l'établissement de balnéothérapie et à l'ARS Bretagne, dans un format numérique.

3.4.2 Rapport de synthèse de la mission

Le prestataire réalisera un rapport de synthèse de la mission qui lui a été confiée par l'ARS, qui contiendra :

- un bilan technique général quantitatif et qualitatif des diagnostics réalisés faisant ressortir les points de convergence sur les constats réalisés et les solutions correctives proposées ;
- un bilan sur les conditions d'exercice de la mission par le prestataire, objectivant le déroulement de la collaboration des établissements de balnéothérapie et, formalisant, le cas échéant, les commentaires, difficultés et propositions qui auraient été remontés au prestataire par les balnéothérapeutes qu'il aura rencontré et interrogé.

Ce rapport, sera restitué sous forme d'une note de synthèse de quelques pages, auprès de l'ARS uniquement, dans un format édité et numérique.

3.5 Délais de réalisation de la mission

A compter de la réunion de démarrage du marché, le délai de réalisation de l'ensemble des prestations du marché est de 8 mois (diagnostics, rapports individuels et rapport de synthèse). Comme indiqué dans le document unique, ce délai pourra être prorogé de quelques mois en lien avec une évolution éventuelle à la hausse du nombre d'établissements à diagnostiquer.

3.6 Interlocuteur du projet

Le prestataire désignera un chef de projet qui constituera le point de contact unique de l'ARS pour l'ensemble des dispositions liées au présent marché.

Le chef de projet se porte garant du respect des délais, des normes et des budgets.

3.7 Obligations du titulaire du marché

Le titulaire du marché intervient en tant que prestataire d'un service demandé par l'ARS Bretagne qui est, à ce titre, son seul interlocuteur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

De ce fait, il lui est interdit :

- de communiquer les documents et informations dont il a pris connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché à d'autres destinataires que le pouvoir adjudicateur ;
- d'exploiter les données issues de l'exécution du présent marché sans accord préalable du pouvoir adjudicateur ;
- de répondre aux sollicitations directes de tiers organismes et établissements quant à l'exécution du présent marché.

Par ailleurs, afin de garantir l'indépendance et la neutralité des diagnostics et prévenir tout conflit d'intérêt éventuel, le prestataire retenu ne pourra intervenir en tant qu'opérateur de travaux consécutivement aux diagnostics qu'il aura réalisés dans le cadre du présent marché.

Annexe 1 : liste et localisation géographique des balnéothérapies éligibles au diagnostic

DEPARTEMENT	COMMUNE	NOMBRE
COTES D'ARMOR	LOUANNEC	1
	TRELIVAN	1
TOTAL COTES D'ARMOR		2
FINISTERE	GUILERS	1
	L'HOPITAL-CAMFROUT	1
	PLOUESCAT	1
	PLOURIN-LES-MORLAIX	1
	PORSPODER	1
TOTAL FINISTERE		5
ILLE-ET-VILAINE	LA FRESNAIS	1
	REDON	2
	SAINT-MALO	1
TOTAL ILLE-ET-VILAINE		4
MORBIHAN	BUBRY	1
	CARNAC	1
	CLEGUEREC	1
	CRACH	1
	LORIENT	1
	QUESTEMBERT	1
	RIANTEC	1
	SARZEAU	1
	TAUPONT	1
	VANNES	2
TOTAL MORBIHAN		11
TOTAL BRETAGNE		22

Annexe 2 : cadre de réponse technique

Le candidat renseigne obligatoirement dans son mémoire technique les informations pour chacune des thématiques listées ci-dessous.

1. Références techniques

Le candidat expose ici ses références traduisant son expertise dans le domaine des piscines accueillant du public, sur des projets similaires ou faisant appel aux qualifications et compétences visées par le cahier des charges.

2. Coordination et gestion de projet

Le candidat expose ici :

- sa compréhension générale du projet (contexte, objectifs du marché, attentes de l'ARS, ...) ;
- l'organisation générale, les outils et ressources qu'il entend mettre en œuvre pour l'exécution du marché :
 - l'équipe pressentie pour l'exécution des différentes prestations en détaillant son expérience, ses qualifications, sa disponibilité ;
 - les modalités de travail et de communication avec l'ARS Bretagne ;
 - la gestion des réunions.

3. Méthodologie de réalisation et contenu des diagnostics techniques

Le candidat expose ici :

- la méthodologie proposée pour préparer, réaliser et conduire les diagnostics ;
- l'organisation et le délai proposés pour la réalisation des différentes prestations visées par le cahier des charges.

Le candidat indiquera ici également sa capacité à produire un diagnostic répondant aux dispositions fixées par l'article 2 et l'article 3.4.1 du cahier des charges. Il pourra être force de propositions pour compléter et/ou détailler des dispositions au regard de son expertise sur le sujet. Le candidat veillera à bien distinguer les prestations qu'il propose portant sur le diagnostic « eau » (article 2.1 du CCTP) de celles portant sur le diagnostic « air » (article 2.2 du CCTP).

Annexe 3 : démarche de développement durable pour l'exécution du marché

Le candidat décrira les démarches engagées ou qu'il s'engage à respecter lors de l'exécution du marché, tant sur le plan de l'éco-responsabilité que sur le plan de la gestion sociale.

Le candidat fera apparaître les certificats, diplômes et qualifications obtenus sur ces plans, et précisera, de quelle manière, il se propose d'affecter ces compétences à l'exécution du marché.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que ne peuvent être prises en compte que les démarches concernant l'exécution du présent marché.

➡ Engagement sur le plan environnemental :

Le candidat décrira son fonctionnement sur les thèmes suivants :

- politiques de gestion des déchets et d'économie circulaire ;
- politique d'achats durables et d'éco-responsabilité ;
- politique d'économies d'énergie et d'eau ;
- politique en faveur de la limitation des émissions de gaz à effet de serre liées au transport (plan de mobilité, type de voiture, utilisation de mobilité alternative, ...) ;
- autres démarches ou engagements environnementaux (compensation des émissions carbone dans le cadre du marché, soutien à des projets de réduction ou de captage du carbone, soutien à des projets de reforestation etc.).

➡ Engagement sur le plan social :

Le candidat décrira sa stratégie concernant les ressources humaines et la formation des agents affectés au marché, et notamment sa politique ⁽¹⁾ :

- en faveur de la prévention des risques professionnels et de la réduction des accidents du travail ;
- en faveur de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes affectés au marché ;
- en faveur de la prévention et promotion de la santé auprès des salariés (tabac, sport-santé, vaccinations...) ;
- politique de formation des personnels affectés au marché.